

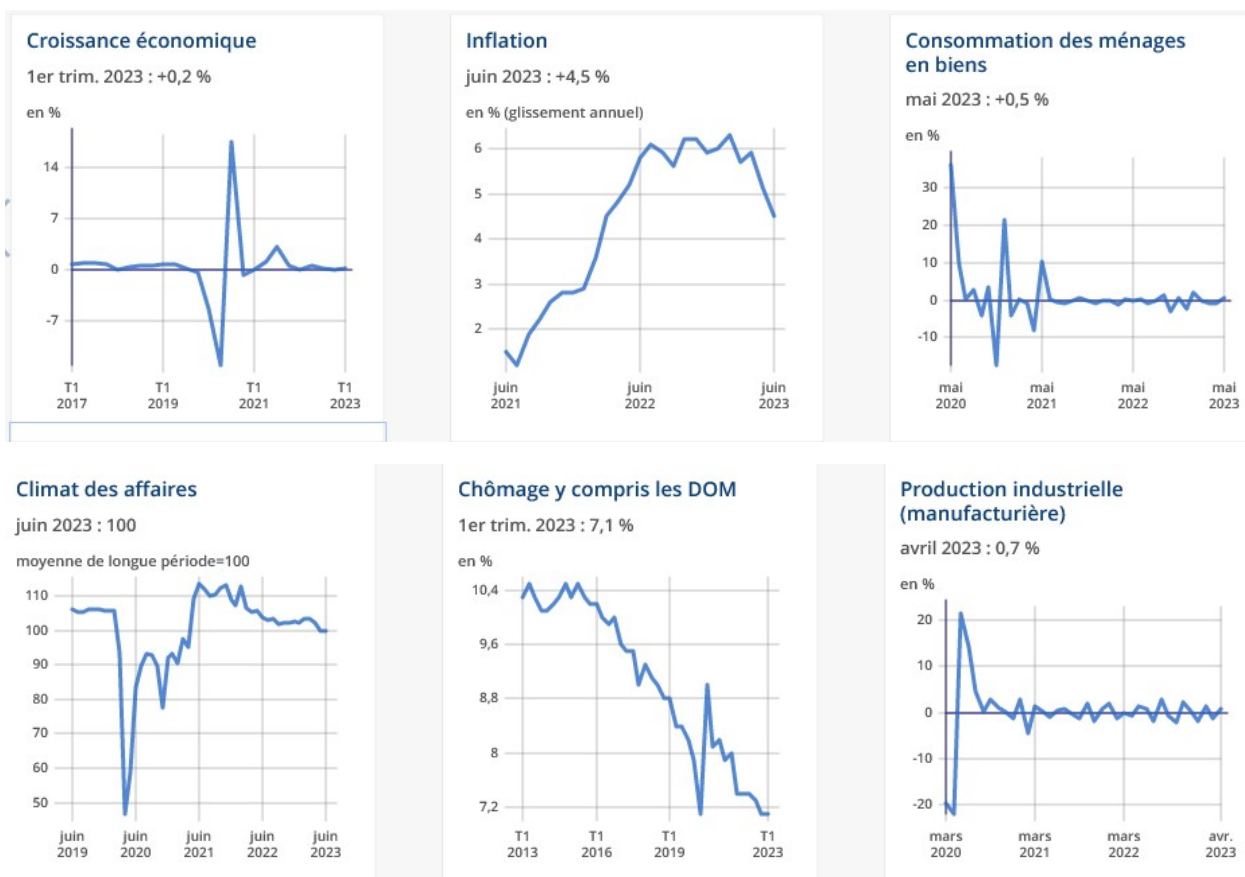
Note de conjoncture n°10

1. En bref

Derniers indicateurs conjoncturels :

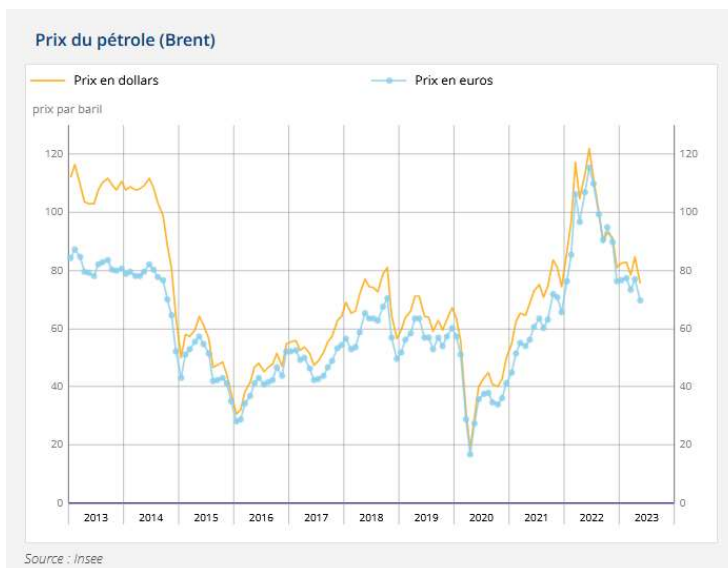
- En juin 2023, les prix à la consommation augmentent de 4,5% sur un an,
- En mai 2023, les prix de production de l'industrie française diminuent sur un mois (-1,4%) et décèlent sur un an (+3,4% après +5,0%),
- En avril 2023, le chiffre d'affaires diminue nettement dans l'industrie manufacturière (-2,5%),
- Baisse de la production dans les services en avril 2023 (-0,5%),
- Au premier trimestre 2023, le taux de chômage est stable à 7,1%,
- Au premier trimestre 2023, le PIB progresse (+0,2%) tandis que le pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation se replie (-0,6%).

Indicateurs clés :



📌 Matières premières & Energie :

En mai 2023, le prix du pétrole en euros se replie (-9,9% après +5,3% en avril). Les prix en euros des matières premières importées (hors énergie) diminuent de nouveau (-2,7% après -1,6%), du fait de la nouvelle baisse de ceux des matières industrielles (-5,4% après -4,6%). Les prix des matières premières alimentaires, quant à eux, se replient légèrement (-0,4% après +1,2%).



Les prix en euros des matières premières industrielles continuent de baisser

Les prix en euros des matières premières industrielles baissent de nouveau en mai 2023 (-5,4% après -4,6% en avril). Les prix des matières minérales reculent nettement (-5,7% après -4,4%), tirés par la nouvelle baisse des prix des métaux ferreux (-9,3% après -10,1%) et des métaux non ferreux (-4,3% après -1,7%). Enfin, les prix des métaux précieux se replient légèrement (-0,5% après +4,7%).

Les prix des matières premières agro-industrielles restent orientés à la baisse (-3,2% après -6,6%), du fait des nouveaux reculs de ceux de la pâte à papier (-5,7% après -12,8%) et des bois sciés de conifères (-3,5% après -1,2%). Les prix des fibres textiles naturelles baissent également (-3,7% après +0,0%). À l'inverse, les prix du caoutchouc naturel rebondissent (+1,0% après -1,4%), tout comme ceux du cuir (+0,9% après -2,4%), et les prix des bois sciés tropicaux augmentent (+1,2% après +0,1%).



2. Statistiques du Ministère de la Transition Ecologique

Derniers chiffres :

- +0,8% évolution des émissions de GES totales dues aux voitures entre 2012 et 2019,
- -7% repli des autorisations à la construction de logements en mai 2023,
- 50% des sites de surveillance des cours d'eau montrent de fortes charges polluantes toxiques,
- +51% d'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre de 1990 à 2020 (hors UTCATF).

Construction de logements - Résultats à fin mai 2023

En mai 2023, les autorisations de logements se replient et s'établissent à 31 700 (-7% par rapport à avril). Le nombre de logements autorisés se situe 18% en dessous de son niveau moyen des douze mois précédant le premier confinement, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO).

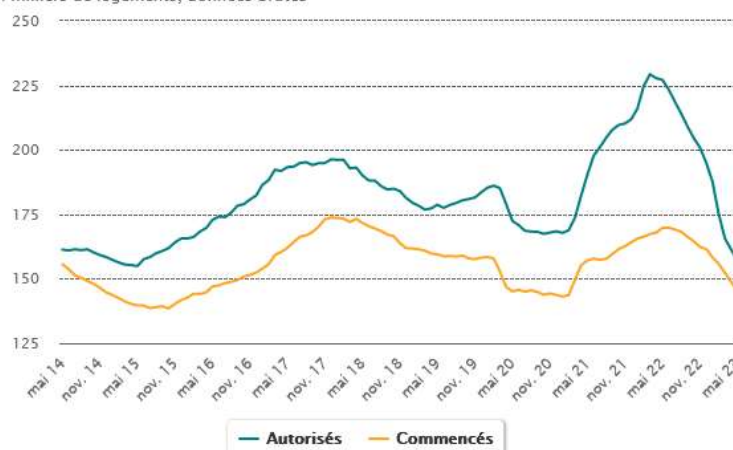
De juin 2022 à mai 2023, 418 800 logements ont été autorisés à la construction, soit 92 300 de moins que lors des douze mois précédents (-18,0%) et 9,0% de moins qu'au cours des douze mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020).

En mai 2023, 28 400 logements auraient été mis en chantier, soit 2 000 de plus qu'en avril (+8%). Le nombre de logements commencés serait inférieur de 11% à sa moyenne des douze mois précédant la crise sanitaire. Mesurées sur douze mois, elles seraient en repli : 343 600 logements auraient été mis en chantier, soit 11,1% de moins (- 42 700) que pendant les douze mois précédents et 10,8% de moins qu'au cours des douze mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020).

Les autorisations de logements individuels ont diminué de 69 900 logements entre juin 2022 et mai 2023 par rapport aux douze mois précédents (-30,8%) pour revenir à 157 200 unités, leur niveau le plus bas depuis juin 2015. Elles sont 15,5% en dessous de la valeur d'avant-crise. Les logements individuels purs auraient diminué de façon plus importante (-33,7%) que les logements individuels groupés (-23,0%).

Nombre de logements individuels cumulés sur douze mois

En milliers de logements, données brutes



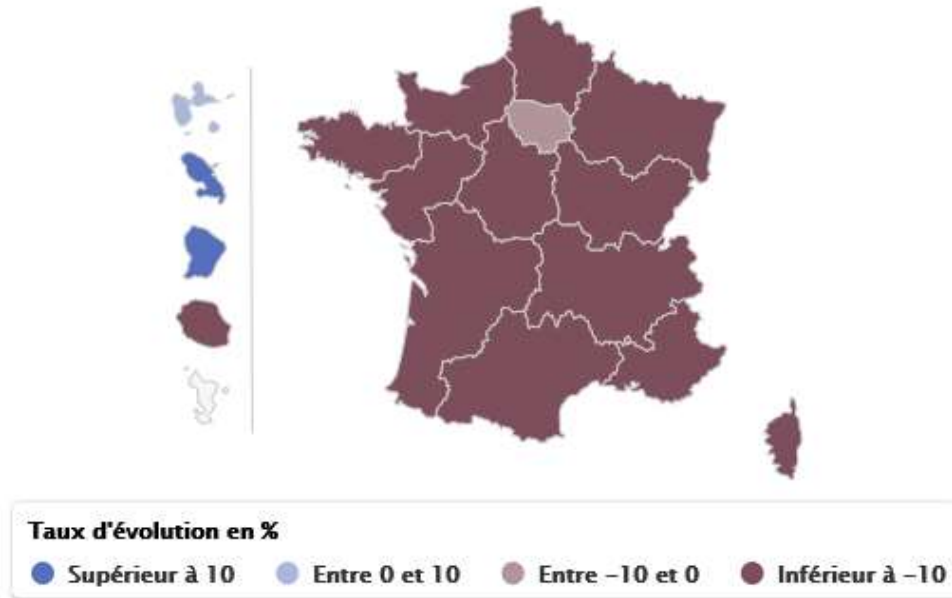
Source : SDES, Site@del2, estimations à fin mai 2023

Pendant cette période, les ouvertures de chantier de logements individuels auraient diminué de 24 100 unités (-14,2%) et se situeraient à 145 600 logements commencés. Les logements individuels purs comme les logements individuels groupés auraient reculé (respectivement -15,1% et -11,2%).

Juillet 2023

Logements autorisés

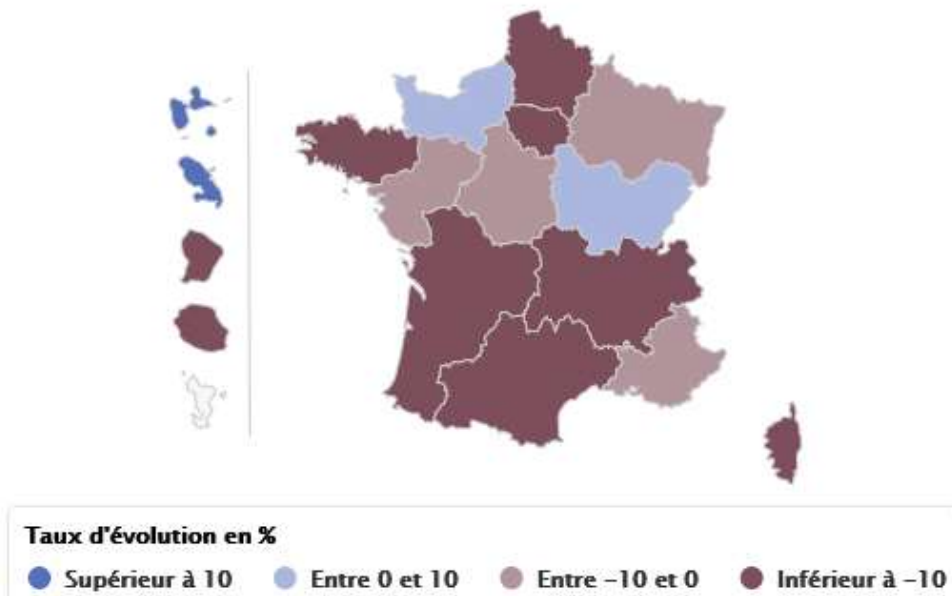
(cumul des douze derniers mois en niveau et en évolution)



Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin mai 2023

Logements commencés

(cumul des douze derniers mois en niveau et en évolution)



Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin mai 2023

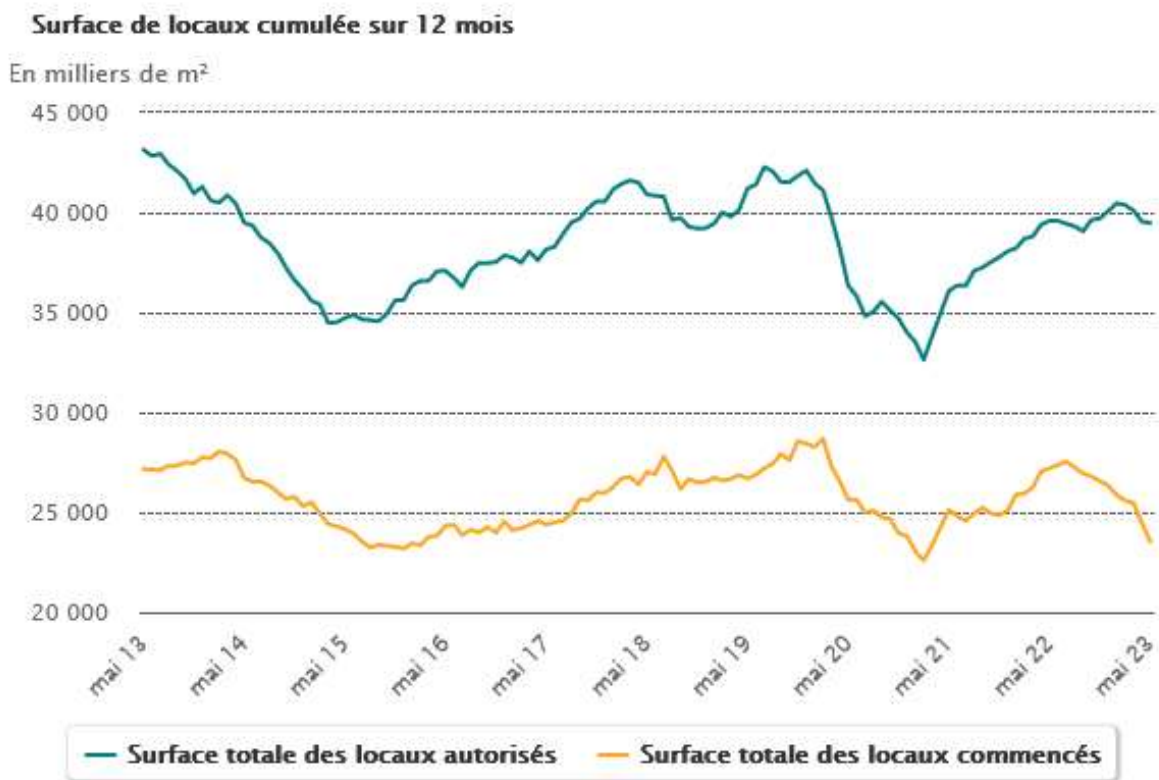
Construction de locaux : résultats à fin février 2023

Au cours des trois derniers mois, de mars à mai 2023, les enregistrements d'autorisation à la construction de locaux non résidentiels s'élèvent à 8,9 millions de m² et sont en baisse (-9,2%) par rapport aux mêmes trois mois un an plus tôt.

Toujours sur cette même période, de mars à mai 2023, 5,5 millions de m² de locaux non résidentiels ont été mis en chantier, en forte baisse (-27,2%) par rapport à la même période un an plus tôt.

Au cours des douze derniers mois, de juin 2022 à mai 2023, les autorisations de locaux non résidentiels enregistrées s'élèvent à 39,5 millions de m² et baissent très légèrement (-0,3%) par rapport aux mêmes douze mois un an plus tôt (mai 2021 à avril 2022).

Durant cette même période, de juin 2022 à mai 2023, avec 23,6 millions de m², les enregistrements de mises en chantier décroissent (-13,4%) par rapport aux douze mois précédents.



Source : SDES, Sit@del2, en surface de plancher

3. Données de la Fédération Française du Bâtiment

Conjoncture de l'artisanat – 4^{ème} trimestre 2022

Au 4^{ème} trimestre 2022, l'activité s'effrite mais les perspectives restent assez bien orientées. L'emploi progresse un peu et les trésoreries s'améliorent. Une contraction de l'activité dans le neuf pourrait apparaître.

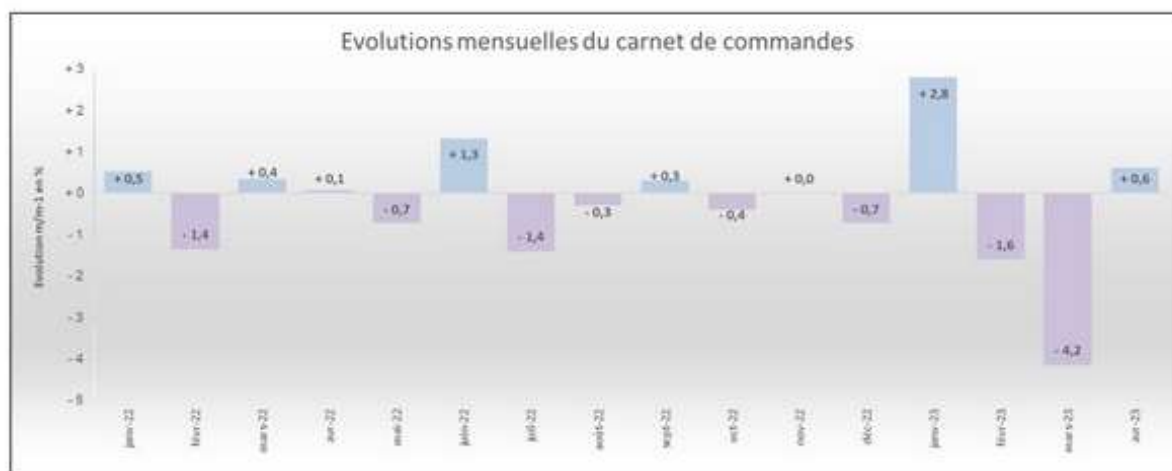
Carnets de commandes des entreprises de gros œuvre : résultats provisoires d'avril 2023

Les carnets de commandes du mois d'avril 2023 ressortent en très légère hausse par rapport à mars 2023.

Vous trouverez ci-dessous les variations mensuelles des carnets de commandes des entreprises de gros œuvre pour les mois de janvier 2022 à avril 2023.

Ces résultats sont définitifs jusqu'en février 2023.

En revanche, ils restent provisoires pour les deux derniers mois connus : mars et avril 2023.



Taille d'entreprise	Evolution Avril/Mars 2023
10 à 20 salariés	+ 0,4 %
21 à 50 salariés	+ 1,6 %
51 à 200 salariés	+ 2,7 %
Plus de 200 salariés	- 1,9 %
Ensemble	+ 0,6 %

Juillet 2023

Les carnets de commandes des entreprises de 51 à 200 salariés affichent une hausse importante.

Ceux des entreprises 10 à 50 salariés ressortent en augmentation plus contenue, en particulier pour les entreprises de 10 à 20 salariés. Seuls les carnets de commandes des entreprises de plus de 200 salariés marquent une baisse sur un mois.

Les carnets de commandes s'établissent en moyenne à 8,3 mois ; ils varient de 4,5 mois pour les entreprises de 10 à 20 salariés à 14,7 mois pour celles de plus de 200 salariés.

Sur un an, l'indicateur (base 100 en mai 1982) enregistre une baisse de 4,3%.



Conjoncture à fin juin 2023

(extrait de l'article : <https://www.lechodelabaie.fr/actualites/batiment-conjoncture-a-fin-juin-2023/>)

La crise du logement neuf s'intensifie à nouveau. En glissement annuel sur cinq mois à fin mai 2023, l'effondrement des permis ressort aux environs de -30% et la chute des mises en chantier s'accélère à -17,2%. L'individuel, segment le plus réactif, affiche des évolutions respectives de -37,4% et -21,5%. Par ailleurs, à l'amont de la filière, sur la même période, les ventes dans l'individuel diffus chutent de 36,2%, rythme proche de celui enregistré du côté des promoteurs entre les premiers trimestres 2022 et 2023, soit -36,6%.

Le non résidentiel neuf connaît une situation moins favorable qu'attendue. En effet, entre les premiers quinquamestres 2022 et 2023, les surfaces commencées abandonnent 23,1% et tous les segments hors hôtellerie contribuent à ce mouvement. S'agissant des surfaces autorisées, elles diminuent de 4,0%, bien que les hébergements hôteliers, les bâtiments publics ainsi que les bâtiments industriels et assimilés s'affichent encore en hausse.

L'activité en amélioration-entretien ralentit de nouveau, à +1,0% à prix constants en glissement annuel sur le premier trimestre 2023. Il en va de même de la rénovation énergétique, à +1,1%. Et si les perspectives ressortent moins dégradées pour l'été, elles ne laissent pas espérer de réelle reprise.

Juillet 2023

Au global, les carnets de commandes encore garnis garantissent l'activité des prochains mois, mais l'horizon s'assombrit clairement. De ce fait, on ne constate plus qu'une petite progression de l'emploi sur le début 2023 et un tassement des perspectives en ce domaine, voire une dégradation chez les artisans.

Les anticipations de prix bâtiment restent à haut niveau selon les chefs d'entreprise de plus de dix salariés, en lien avec la hausse soutenue des salaires sur le début de l'année, alors qu'une accalmie semble se dessiner sur le coût des matériaux. Par ailleurs, au premier trimestre 2023, les trésoreries se redressent un peu du côté des structures de plus de dix salariés et plus franchement chez les artisans, alors que les marges opérationnelles, quasi-stables depuis la mi-2021, ressortent à assez bas niveau, en tous cas nettement en-deçà de leur niveau d'avant-crise sanitaire. Dans ce contexte, les défaillances d'entreprises progressent ; elles restent toutefois contenues dans le bâtiment, encore 8,5% en-dessous de leur niveau des cinq premiers mois de 2019.

4. Données de la CAPEB – L'Artisanat du Bâtiment

Conjoncture du 1er trimestre 2023 - La CAPEB propose au Gouvernement sa feuille de route de mesures

La CAPEB propose au Gouvernement sa feuille de route de mesures prêtes à l'emploi dans l'espoir de mettre un terme au déclin de l'activité des entreprises en rénovation.

Comme le laissait présager l'année 2022, la croissance de l'activité de l'artisanat du bâtiment enregistre de nouveau un ralentissement pour le premier trimestre 2023. Les chiffres le confirment, trimestre après trimestre, la perte de vitesse qui s'est amorcée se poursuit dans la durée. En janvier dernier, nous demandions au Gouvernement de réagir en prenant des décisions fortes et ambitieuses pour mettre un terme à ce déclin. Décisions qui ne sont jamais venues. Aujourd'hui, la CAPEB soumet au Gouvernement sa feuille de route de mesures prêtes à l'emploi dans l'espoir qu'il en fasse sienne.

Un début d'année en recul, dans la continuité de la baisse enclenchée début 2022

Le mouvement de ralentissement de l'activité qui a débuté début 2022 se confirme en ce premier trimestre 2023, et ce pour tous les segments d'activité. L'activité en entretien-amélioration permet néanmoins de maintenir une progression positive ce trimestre (+0,5%) grâce au dynamisme enregistré par les travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements (+2,0%). Le constat est différent pour la construction neuve, qui voit son activité en volume stagner ce trimestre en comparaison avec la même période en 2022.

Début avril, les carnets de commandes, qui conservaient jusqu'ici des niveaux élevés, sont en baisse et représentent désormais 87 jours de travail à venir, soit 9 jours de moins qu'au trimestre précédent et 16 jours de moins qu'il y a un an. Le volume le plus bas depuis janvier 2021. Ce constat est identique dans l'entretien-amélioration et le neuf, et ce dans l'intégralité des régions à l'exception de la Bretagne.

Juillet 2023

Des disparités selon les régions et les corps de métiers

Le paysage régional est fortement contrasté en ce premier trimestre 2023. Certaines régions enregistrent de bonnes performances, à l'instar de la Bretagne ou de la Nouvelle-Aquitaine, tandis que, dans d'autres, le volume d'activité recule pour la toute première fois depuis la crise sanitaire (Normandie (-0,5%), Centre Val-de-Loire (-0,5%), Hauts-de-France (-1%).

Les corps de métiers ne sont pas épargnés et des différences notables sont constatées. La trajectoire de l'activité en aménagement décoration plâtrerie se redresse en glissement annuel par rapport au trimestre précédent, et les entreprises de couverture plomberie chauffage témoignent d'un ralentissement modéré (0,5 point) et d'une croissance meilleure que la moyenne.

En revanche, les entreprises d'électricité sont particulièrement affectées et subissent une baisse d'activité.

Quelle perception des entreprises pour les mois à venir ?

Alors que le ralentissement engagé depuis plusieurs trimestres se confirme, les entreprises artisanales du bâtiment semblent anticiper que celui-ci se poursuivra. Entre des coûts toujours élevés (hausse du SMIC, coûts de l'énergie, des matières premières, des matériaux et des équipements), l'inflation qui comprime le pouvoir d'achat des ménages avec un impact direct sur la baisse des demandes de travaux pour les artisans, les entreprises ont un avis négatif de l'évolution de leur activité pour les 6 prochains mois.

Les niveaux de trésorerie des entreprises se dégradent fortement avec un solde négatif d'opinion de 15 points, soit 3 fois plus qu'au trimestre précédent.

De la même façon, seules 6 % des entreprises déclarent constater une hausse de leur activité. Pour l'immense majorité, l'activité, au contraire, soit se dégrade (40%) soit est restée stable.

15 propositions pour mettre un terme au déclin

LA CAPEB adresse au Gouvernement ses 15 propositions qui s'articule autour de 4 grandes thématiques : simplifier pour dynamiser, lutter contre la fraude et renforcer la crédibilité des dispositifs RGE et CEE, augmenter le nombre d'entreprises en capacité de réaliser des travaux de rénovations énergétiques et dynamiser la demande des particuliers pour des rénovations énergétiques plus ambitieuses.

« Certaines de ces 15 propositions ne sont pas nouvelles mais nous sommes convaincus qu'elles redonneront au secteur de l'artisanat du bâtiment le souffle nécessaire pour leur permettre de relever les défis sur lesquels elles sont attendues et continuer à représenter un secteur majeur de notre économie. Les mesures dont nous avons besoin sont là, le Gouvernement n'a plus qu'à s'en saisir. Nous espérons un signe du Gouvernement sur ces propositions à l'occasion des prochaines Assises du BTP qui devraient se tenir en juin » Jean-Christophe Repon, Président de la CAPEB.

5. Données de la CNATP – Les Entreprises des Travaux Publics et du Paysage



Baromètre Conjoncture – Travaux Publics et Paysage – Mai 2023

L'analyse des réponses (384 retours TP et 249 Paysagistes) permet de dégager les tendances suivantes :

Carnet de commande :

-  Pour les TP 15,3 semaines contre 15,6 en mai 2022,
-  Pour les paysagistes 16,6 semaines contre 16,8 en mai 2022.

Besoin en trésorerie :

-  Toujours élevé mais en diminution pour les TP : 41,7% déclare avoir des besoins en trésorerie (11% en 2020, 17% en 2021, 25% en fév.2022, 33% en mai 2022 et 34% en oct.2022 et 53,8% en fev.2023)
-  Stable pour les paysagistes 18,2% contre 19% en mai 2022.

Niveau confiance, les confiants sont minoritaires dans les 2 professions.

Comité de crise BTP - 30 juin 2023

La  **CNATP** alerte :
LES ENTREPRISES DES TRAVAUX PUBLICS ET DU PAYSAGE

- **Toujours des trésoreries tendues,**
 - **Des carnets de commande contenus**
- MAIS des inquiétudes factuelles :**
- **les transactions immobilières en chute -30 % (les ventes sont souvent synonymes de travaux...)**
 - **Le neuf qui s'effondre et à moyen terme la loi ZAN fait redouter la fin de la maison individuelle et, d'une manière générale, 10 fois moins de construction !**